

L'étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

Lundi 02 mars 2020

49.3 et autant de raisons de se révolter

Dix minutes à peine ! C'est le temps qu'il a fallu au gouvernement pour décider du passage en force de sa réforme des retraites au Parlement, espérant ainsi mettre un point final à près de quatre mois d'une contestation sociale inédite en France depuis des années.

La décision de recourir au désormais célèbre article 49 alinéa 3 de la Constitution a été prise en catimini, presque honteusement, à la faveur d'un conseil des ministres convoqué exceptionnellement samedi dernier pour traiter des progrès de l'épidémie du coronavirus en France. Mais ce camouflage s'est avéré parfaitement inutile puisque le soir même des milliers de manifestants se sont retrouvés à Paris et dans le reste de la France pour protester contre cette énième provocation du duo Macron-Philippe.

Fin du débat ou début de la fin ?

L'usage de ce 49.3 en dit long sur le discrédit de ce gouvernement, réduit à un coup de force contre sa propre majorité parlementaire ! Et ce ne sont certainement pas les oppositions de gauche ou de droite qui pouvaient menacer le moins du monde le pouvoir et ses 300 députés godillots.

Si Emmanuel Macron et Édouard Philippe ont décidé de mettre « fin au débat », c'est moins par crainte de cette « bataille parlementaire » livrée à grand coups d'amendements des députés de gauche que par peur de voir la contestation dans la rue se poursuivre, comme c'est le cas depuis le début du mois de décembre.

Car la mobilisation se poursuit. Certes la grève des transports s'est arrêtée, mais nombre des travailleurs de ces secteurs ne se sentent ni déçus, ni battus et

cherchent la prochaine occasion pour reprendre la lutte. Et en attendant, d'autres catégories continuent le mouvement contre la réforme des retraites, et les innombrables autres saloperies du gouvernement des riches. À commencer par les enseignants et lycéens qui continuent de protester dans de nombreux établissements contre la réforme du bac Blanc et sa casse de l'éducation publique. Ou les personnels des hôpitaux contre l'austérité généralisée. Partout de nombreux noyaux de travailleurs, toutes catégories confondues, se réunissent encore pour descendre dans la rue et exprimer leur dégoût et leur refus du « nouveau monde » proposé par Macron et les siens.

Retour aux fondamentaux

Et c'est bien ce qui les inquiète ! Voilà presque quatre mois que Macron n'arrive plus à se sortir du cycle de contestation qu'il a lui-même provoqué avec sa réforme. En dépit de ses innombrables diversions, comme la pseudo-concertation offerte aux syndicats sur le financement de la réforme. Macron le sait. Déjà convaincu de la défaite à venir de son parti *En Marche* aux municipales, il espère ménager son avenir politique et sa réélection en roulant des mécaniques pour flatter l'électorat de la droite.

Plus il en fait, plus nos raisons d'exprimer notre colère se multiplient. Retrouvons-nous tous dans la rue, et qui sait... dans les grèves, ces jours-ci et au-delà.

Coronavirus : Une épidémie dans un système de santé asphyxié

Face à l'épidémie de coronavirus, le gouvernement a mis les moyens dans la communication gouvernementale : annonces de mesures d'ampleur, de la fermeture un jour plus tôt du Salon de l'agriculture... jusqu'aux bénitiers des églises vidés.

Mais des moyens justement, c'est ce que réclament les professionnels de santé depuis des années. Sur les 20 000 lits de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, par exemple, 900 lits sont fermés faute de personnel. Pour dénoncer cette situation, des milliers de professionnels de santé (de l'aide-soignant au médecin) sont descendus massivement dans la rue en particulier le 14 novembre 2019. Le gouvernement est resté sourd aux revendications des personnels. « Le risque est

grand – prévient un médecin neurologue de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière face à Macron – de voir les hôpitaux publics en incapacité de répondre à la demande générée par la crise du coronavirus. »

Le gouvernement n'est pour rien dans l'épidémie de coronavirus, mais il est entièrement responsable du délabrement du système de santé hospitalier qui risque de transformer une épidémie en crise sanitaire majeure.

Comme un air de déjà-vu

La séquence de présentation des résultats du Groupe est désormais bien rôdée. Avant même une quelconque annonce interne, un Carlos Tavarès aussi souriant qu'un python s'apprêtant à étouffer sa proie s'invite dès potron-minet dans les médias (ici RTL) pour claironner le message qui sera repris en chœur dans les heures qui suivent : « regardez comme nos résultats sont bons, regardez comme nos salariés en profiteront avec une prime exceptionnelle ». Sans ce damné coronavirus, on aurait même pu faire l'ouverture du 20h de TF1... On cherche encore en quoi cette prime est exceptionnelle puisque le calcul de la prime d'intéressement est tout bonnement lié aux résultats (à nos résultats !) et que la prime Macron qui s'y ajoute... ne sort quant à elle-même pas de la poche du patron. Pipeau exceptionnel, en tous cas, ça c'est sûr !

L'envers du décor

Si l'annonce triomphante permet à la Direction de s'acheter une belle vitrine de comm' et à certains syndicats de claironner sur les bienfaits de la co-gestion, elle a également pour effet d'éviter de parler du nerf de la guerre : les augmentations. Car là, tout de suite, on sourit beaucoup moins avec une enveloppe globale finalement très proche de celle de... Renault qui finit l'année dans le rouge. Cherchez l'erreur... Mais nous ce qu'on veut, ce ne sont pas des primes forcément fluctuantes au gré des résultats et des « négociations », ce sont de vraies augmentations de salaires !

Les raisons du miracle

Un marché qui s'essouffle, un groupe PSA qui vend moins et des résultats qui montent ? Dommage que peu de journalistes ne se posent un tant soit peu la question du comment, on pourrait lui expliquer les ingrédients d'une recette qu'on connaît malheureusement très bien : recours massif aux intérimaires dans les usines (pas besoin de leur payer de prime d'intéressement), emploi de BEX « low-cost » (ça ne vous évoque rien ?), « rationalisation des sites » (un bonheur que nous n'allons pas tarder à découvrir ici même), suppressions de postes massives chez Opel... Et l'imagination de nos patrons n'a pas de limite puisque nos collègues de l'usine de Poissy passent ces jours-ci en une équipe à horaire normal avec suppression des navettes. Quant aux quelques bus qui leur restent pour rentrer chez eux, PSA a réussi l'exploit de les faire maintenant financer... à 100% avec nos impôts ! Face à ces attaques tous azimuts, à nous de faire preuve de solidarité et de combativité pour faire reculer la Direction !

Amiante : PSA coupable !

Le 20 février dernier, PSA a été condamné pour « faute inexcusable » à verser plus de 110 000 euros à un ancien ouvrier de l'usine de Sochaux souffrant d'un grave cancer des poumons. Celui-ci, comme d'autres, avait été exposé pendant 30 ans à de l'amiante dans l'usine. Concernant la dégradation de notre santé, PSA est coupable à Sochaux... et sûrement ailleurs.

En action le 8 mars

À l'occasion de la journée internationale du droit des femmes, de multiples manifestations auront lieu. Les inégalités entre femmes et hommes sont toujours criantes, tant en termes économiques que dans le champ social. Au moment où un violeur vient d'être récompensé par un César, il est nécessaire de se mobiliser ! Alors le 8 mars, toutes et tous en manifestation.

Les damnés de la frontière

Le sort des populations à Idlib n'intéresse pas les grandes puissances. Sauf quand elles s'approchent de leurs frontières. Après la « crise migratoire » de 2015, et afin de repousser les immigrés loin de ses frontières, l'Union européenne avait passé en 2016 un accord avec la Turquie pour qu'elle retienne les 3,5 millions de Syriens en exil, dans des conditions désastreuses. Aujourd'hui Erdogan menace de les laisser passer vers l'Europe s'il n'est pas soutenu dans sa guerre en Syrie.

En réaction l'UE, toute aussi ignoble, a envoyé son agence Frontex renforcer ses frontières. Mais les barbelés sont toujours moins pire que les bombes et n'arrêteront pas ceux qui n'ont nulle part où aller. Des pays comme la France ont largement les moyens d'accueillir les immigrés dans des conditions dignes. Ouvrons les frontières !

Le 15 mars, votez pour les listes d'extrême-gauche !

La véritable opposition au gouvernement de Macron et Philippe, c'est celle des travailleurs en lutte. Elle s'est exprimée par la grève et dans les manifestations, dans le mouvement des Gilets jaunes comme dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Aux élections municipales du 15 mars, des listes d'extrême-gauche, présentées par le NPA ou par LO, porteront la voix des travailleurs et de leurs combats dans quelques centaines de villes du pays. Voter pour les listes du NPA là où elles se présentent ou voter pour les listes de Lutte Ouvrière, c'est exprimer sans ambiguïté son opposition à Macron et à son gouvernement au service du capitalisme.